

troubles, la guerre civile, le règne de Sir John Colborne avaient fait naître ; ils avaient pensé d'après les paroles des ministres devant le parlement, que l'Union des provinces était désirée par la grande majorité des intéressés ; que ceux qui s'y opposaient n'étaient que quelques employés publics et leurs familles qui ne pouvaient voir le transport ailleurs du patronage gouvernemental, sans une profonde douleur, et sans être bien résolus d'y apporter une vive opposition. Ils s'étaient représenté la race canadienne française comme une horde ignorante, turbulente, fanatique et à demi sauvage, arriérée dans les sciences, préjugée contre tout ce qui provenait de la mère-patrie ; enfin une population digne au plus de devenir un objet d'exploitation et d'asservissement à celle d'une autre origine.

A leur arrivée dans ce pays qu'ils croyaient si calme sous le rapport politique et si troublé sous le point de vue social, ils virent bien qu'on se trompait en Angleterre ou qu'on y était trompé. Au lieu de cette unanimité si vantée au sujet de la grande question de l'union ils ne virent qu'opposition, que répugnance, que mauvais augures. D'un côté la mesure n'était supportée que dans l'espérance de sortir d'un embarras financier ; de l'autre on se prévalait d'une apathie provenant du découragement et d'une opposition qu'on n'attribue qu'à la déloyauté. Déception partout enfin, et rien que déception. Ils crurent entrevoir que l'union, loin de ramener ce calme sur lequel dépend la prospérité d'un pays, n'engendrerait à la mère-patrie que de nouvelles difficultés en éternissant des sujets de jalousie entre les diverses races de pays différents. On avait expliqué l'injustice envers les enfants d'une origine en représentant ceux-ci sous de fausses couleurs ; ils trouvèrent à la place de ces gens qu'on leur avait dit ignorants et fanatiques, des hommes affables, doux, hospitaliers, d'un sens droit pour la plupart et passablement instruits sur les connaissances ordinaires et usuëles ; plus que ceux de la même condition en Angleterre. Au lieu du calme qui naît d'un retour à la force de la loi, ils ne trouvèrent qu'une législation stupide, en butte au sourire, au mépris même de ses adulateurs et de ses créatures. Au lieu d'assurances de paix, ils n'ont vu que nouveaux sujets de guerre. Ils ont vu que les journaux qui vantaient si haut l'administration de votre lord de nouvelle fabrique (dont les lords de la vieille souche rient à gorge déployée, toutes les fois qu'ils en ont l'occasion), n'étaient que les organes du noble gouverneur lui-même. Ils ont vu que nos plus minces personnages devenaient de hautes célébrités en traversant l'Atlantique par le moyen de quelques chelins payés à de complaisants hérauts ; ils ont compris alors, (pour moi je ne le comprends cependant pas encore), comment le petit et obscur marchand de chandelles était tout-à-coup devenu le phénix des politiques ; un talisman d'union, un phénomène d'habileté.

Prenez courage, habitants du Canada, le jour de la justice viendra, car celui de la vérité s'approche. Déjà l'on murmure hautement et dans toutes les classes, sur ceux qui se jouent des destinées du Canada. John Bull est bon, crédule, endurent ; mais sa main tombe rudement sur ceux qui l'ont trompé lorsqu'il s'est assuré de leur duperie.

Si vous le permettez je vous ferai parvenir bientôt quelques détails sur le personnel de l'administration qui exploite et tourmente votre pays ; peut-être que ceux qui se livrent à de sombres menées n'aimeront point le grand jour ; en attendant je dirai, comme le proverbe français : Nul n'est prophète en son pays.

J'ai l'honneur d'être,

\*\*\*\*\*

Adressez votre journal à \*\*\*\*\*, qui me le fera parvenir sûrement, en payant ce que vous réclamerez.